

COLLECTIF
SANTÉ
MONDIALE



À QUOI SERT LA SANTÉ MONDIALE?

La santé est un droit fondamental de tout être humain et ne devrait pas dépendre de là où l'on naît. C'est pour cette raison que de multiples acteurs s'engagent pour s'assurer de l'accès à chacun.e au droit aux soins, ainsi que pour renforcer les systèmes de santé pour tous et toutes dans le monde. Ces dernières années, de nombreux progrès en santé ont été réalisés, notamment en matière de lutte contre le VIH ou la mortalité infantile. Selon l'UNICEF, le nombre d'enfants décédant avant leur cinquième anniversaire a été diminué de moitié depuis 2000ⁱ, et l'ONUSIDA indique que le nombre d'infections par le VIH a diminué d'un tiers depuis 2010ⁱⁱ.

Néanmoins, ces victoires ne doivent pas cacher les inégalités persistantes. D'après l'OMS et la Banque mondiale, **la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux services de santé essentiels**ⁱⁱⁱ. De plus, les récentes coupes américaines et européennes ont déjà des impacts concrets sur les populations les plus vulnérables. Une étude du Lancet prévoit jusqu'à 11 millions de nouvelles infections au VIH/sida et 3 millions de morts supplémentaires entre 2025 et 2030. Selon l'IPPF, 8,5 millions de personnes pourraient perdre l'accès à des services de santé sexuelle et reproductive vitaux^{iv}. Enfin, dans les prochaines années, le changement climatique risque d'augmenter la pression sur des systèmes de santé déjà surchargés en augmentant l'incidence de certaines maladies, ainsi qu'en favorisant l'émergence de nouvelles menaces sanitaires.

Ce constat est d'autant plus impérieux que **la santé est la condition essentielle pour une vie digne où chacun peut s'épanouir et jouir d'opportunités sociales et économiques**. Les inégalités sociales et territoriales de santé sont un manque à gagner énorme pour nos sociétés. Nous savons aujourd'hui que la vaccination est un investissement extrêmement rentable puisqu'elle permet aux populations de suivre par la suite un cursus éducatif et de contribuer en retour à la société. Ainsi, 54 \$ sont économisés pour chaque dollar investi dans les programmes de vaccination^v. De même, une étude de la Banque Mondiale a montré qu'un dollar dans la malnutrition génère 23 dollars de retour sur investissement^{vi}. Une population en bonne santé, ce sont des économies saines et des sociétés apaisées.

Dans un monde interconnecté, la santé des Françaises et des Français dépend de celle des autres citoyens de notre planète. Comme l'a démontré la pandémie de COVID-19, les virus ne s'arrêtent pas aux frontières. Or, une recrudescence des pandémies mondiales amène avec elle son lot de facteurs déstabilisateurs - créant ou contribuant à des tensions ou conflits.

Enfin, la santé mondiale est un **investissement stratégique** puisqu'il est moins coûteux de prévenir des futures pandémies que de les guérir : le coût de la prévention vis-à-vis des futures pandémies de la prochaine décennie ne représente que 2 % des coûts financiers engendrés par le COVID-19^{vii}.

Malheureusement, les investissements français en santé mondiale sont loin d'être à la hauteur des besoins. Alors que nous sortons d'une pandémie mondiale dévastatrice, la part de l'APD mondiale consacrée à la santé est au plus bas depuis 10 ans. Entre 2022 et 2023, **l'APD française pour la santé a été réduite de 20 %**. Ces financements ont pourtant fait leur preuve : la contribution française à Gavi, l'Alliance du Vaccin a permis de **vacciner 65 millions d'enfants dans le monde**^{viii} depuis sa création, et que celle allouée au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a permis de **sauver 7 millions de vies** entre 2002 et 2023. La santé mondiale est un investissement concret pour la vie des populations vulnérables et la stabilité de nos sociétés.

Pour mieux illustrer l'impact de ces financements sur l'amélioration des conditions de vie de millions de personnes sur la planète, le Collectif Santé Mondiale a rassemblé des exemples concrets, non-exhaustifs, de ce qui est accompli chaque jour, pour comprendre à quoi sert la santé mondiale.

1. Financer la santé mondiale, c'est lutter contre la propagation du VIH, de la tuberculose et du paludisme et permettre aux populations contaminées de vivre convenablement avec ces maladies

En Guinée, le projet [IPOP](#) financé par l'ANRS-MIE et mis en oeuvre par Solthis a permis d'introduire pour la première fois dans le système de santé

public guinéen la possibilité pour les soignant-e-s de réaliser la charge virale des femmes enceintes à l'accouchement, sans passer par un laboratoire et le diagnostic précoce du VIH pour les enfants dès la naissance. Cela permet aux nouveau-nés de bénéficier au plus vite d'un traitement adapté si nécessaire ainsi que d'une meilleure rétention dans les soins afin de réduire considérablement les infections des nouveau-nés par le VIH. **En 2024, sur les 6 500 femmes qui ont accouché à l'Hôpital Ignace Deen à Conakry, plus de 6 000 ont pu bénéficier d'un dépistage du VIH.** Parmi elles, 70 femmes ont été dépistées positives et ont pu être prises en charge. Sur les 70 enfants testés à la naissance, un seul a été testé positif et a reçu le traitement adéquat. Les 69 autres ont reçu un traitement préventif et sont restés séronégatifs jusqu'à la fin du protocole des 9 mois. Cette avancée majeure est un acquis durable pour le système de santé guinéen, où 1 400 enfants infectés par le VIH naissent chaque année, et va aider au dépistage et traitement précoce des nourrissons exposés ainsi qu'au traitement des mères dépistées séropositives.



Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme permet également de prévenir et de soigner ces trois maladies. Pour lutter contre le VIH, il permet aux personnes atteintes du VIH/sida de bénéficier de traitements antirétroviraux, il met à disposition des produits de prévention en veillant à ce qu'ils soient disponibles là où les personnes ont besoin d'y accéder rapidement, il donne accès à des traitements qui permettent aux mères de ne pas transmettre le virus à leur bébé. Pour lutter contre la tuberculose, il mène des programmes de dépistage et de traitement de la maladie enfin de limiter la contamination d'autres personnes. Enfin, afin de limiter la propagation du paludisme, le Fonds investit dans la prévention qui passe notamment par la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide, la chimio-prévention du paludisme saisonnier pour les enfants de moins de 5 ans mais aussi par des campagnes de prévention menées par des agents de santé communautaires dans les villages ruraux difficiles d'accès. Il soutient également le dépistage et le traitement contre la maladie.

2. Financer la santé mondiale, c'est permettre aux enfants de survivre aux mille premiers jours de leur vie

En 2022, 5 millions d'enfants dans le monde meurent encore avant leur 5^{ème} anniversaire, la plupart en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, de maladies pourtant évitables grâce aux vaccins. Parmi elles, on trouve les maladies diarrhéiques, qui faisaient un demi-million de victimes chaque année avant l'arrivée du vaccin contre le rotavirus. Ce vaccin, notamment déployé par Gavi, l'Alliance du vaccin, a permis

de réduire d'environ 59 % les hospitalisations pour gastro-entérite et de 36 % les décès dus à la gastro-entérite chez les enfants âgés de moins de cinq ans. Gavi s'efforce de faire progresser la couverture vaccinale contre cette maladie dans l'ensemble des pays qu'elle soutient, et a permis la vaccination de 347 millions d'enfants en 2023.



3. Financer la santé mondiale, c'est lutter contre tous les facteurs de vulnérabilité et de discrimination qui viennent limiter l'accès aux soins, notamment pour les femmes et les filles

Au Sénégal, le projet *Notre Corps, Notre Santé*, financé par l'Agence Française de Développement, lutte contre les violences gynécologiques et obstétricales (VGO), un problème épidémique dont le traitement est émergent mais qui peine à être considéré comme un véritable enjeu de santé publique contributif aux décès maternels et infantiles évitables.



Ces vingt dernières années, l'amélioration de l'accès aux soins et la médicalisation de l'accouchement se sont paradoxalement accompagnées d'une multiplication de pratiques violentes et irrespectueuses à l'égard des

femmes. Ces dernières subissent des violences plus particulièrement au cours de leur suivi gynécologique et de l'accouchement, qui se traduisent par un manque d'accès aux soins, un mauvais accueil et un manque d'informations, des procédures cliniques non consenties, inutiles ou préjudiciables, des discriminations (âge, genre, race), des mauvais traitements et des agressions, y compris sexuelles. Pour lutter contre ce phénomène, l'objectif est de sensibiliser et de mobiliser les communautés sénégalaises afin de retarder ces violences et leurs causes structurelles visibles, et de renforcer le pouvoir des femmes, jeunes et adolescentes à agir, les dénoncer et les combattre.

Cela passe par l'organisation de cercles de paroles et ateliers formatifs autour des droits à la santé sexuelle et reproductive et celui de disposer de son corps, ainsi que des publications et mobilisations de divers acteurs autour de recommandations et actions concrètes pour lutter contre ces violences au niveau politique, institutionnel, sectoriel, juridique et communautaire.



En Côte d'Ivoire, les projets [AGIR](#) et [POUVOIR](#) sont financés par l'Initiative-Expertise France et l'AFD et mis en oeuvre par Solthis et ses partenaires ont permis de lever les barrières d'accès aux soins pour les travailleuses du sexe cis- et transgenres, ainsi que les jeunes, particulièrement issu-e-s des populations clés. Plus précisément, ces projets ont eu pour objectif d'améliorer le dépistage du VIH et des IST, leur prise en charge, et l'accès à la contraception. Également, ils ont permis de renforcer la prise en charge de violences basées sur le genre, la connaissance des droits en santé sexuelle et reproductive, et l'autodépistage du cancer du col de l'utérus. Ainsi en 3 ans, plus de 30 000 jeunes et adolescent-s ainsi que plus de 2 000 travailleuses du sexe ont été sensibilisé-e-s sur de

nombreux sujets tels que la santé menstruelle, la contraception, l'anatomie génitale, les violences basées sur le genre, le consentement, et la prévention et prise en charge des IST/VIH. 780 jeunes ont été dépisté-e-s et reçu un traitement pour des IST. Plus de 330 travailleuses du sexe ont été sensibilisés au cancer du col et ont choisi de faire l'auto-prélèvement.



4. Financer la santé mondiale, c'est renforcer les systèmes de santé, notamment dans les zones les plus isolées

À Madagascar, avec l'appui financier de l'AFD, Action Contre la Faim accompagne les autorités sanitaires locales dans leur travail de planification annuelle. Celle-ci consiste à comprendre précisément les défis auxquels leur système doit faire face, ainsi qu'à définir et mettre en œuvre avec les acteurs locaux des solutions durables pour améliorer l'accès aux services essentiels pour l'ensemble de la population.



Des mécanismes permettant de mieux prioriser les fonds publics disponibles avec l'avis des communautés concernées permet d'améliorer le fonctionnement du système de santé du District, et donc l'état de santé des populations locales

de la naissance jusqu'à la fin de vie. Par exemple, des stocks de médicaments essentiels sont maintenant prépositionnés dans les structures de santé, pour pallier les intempéries importantes qui empêchent la livraison de ces derniers, afin de continuer à soigner les communautés locales.

5. Financer la santé mondiale, c'est permettre aux pays du sud d'avoir accès aux nouveaux traitements disponibles contre les maladies évitables

Unitaid et le Fonds mondial ont joué un rôle clé dans la distribution du dolutégravir (DTG), un médicament mieux toléré et plus efficace que l'antirétroviral qu'il a remplacé, dans les pays du Sud. Unitaid a investi dans des projets apportant des preuves cliniques solides sur la sécurité et l'efficacité du DTG générique au sein de populations de pays en développement vulnérables et jusque-là négligées. Grâce à des actions coordonnées de façonnage des marchés, le Fonds mondial et Unitaid ont obtenu une réduction de 25 % du prix et assuré un approvisionnement durable en formulations pour adultes et enfants à grande échelle. Ce sont aujourd'hui plus de 110 pays à revenu faible ou intermédiaire qui ont adopté le DTG comme traitement de première ligne, comme recommandé par l'OMS. Le DTG est accessible à 19 millions de personnes dans les pays bénéficiaires du Fonds mondial, ce qui devrait permettre de sauver 1,1 million de vies supplémentaires d'ici 2027. On estime par ailleurs qu'elle allègera de 8 milliards de dollars US le coût des programmes de lutte contre le VIH dans les pays concernés d'ici 2028^{ix}.



6. Financer la santé mondiale, c'est développer une approche pluridisciplinaire (humain, animaux, environnement) des enjeux sanitaires

Financé par l'Agence Française de Développement et mis en oeuvre par Solthis, AVSF et Casades, le [projet Thiellal](#) a permis aux communautés d'agir sur les déterminants de la santé unique des populations, des animaux et de l'environnement en vue d'une transition agroécologique et d'une meilleure santé dans la région de Vélingara, en Casamance au Sénégal. 3 domaines clés ont été ciblés : la résistance aux antimicrobiens (RAM), l'agroécologie et l'approche pluridisciplinaire, dite One Health. Cela a permis une réduction du recours aux circuits informels d'acquisition de médicaments, l'adoption des biopesticides et une meilleure gestion des déchets chimiques par les agriculteurs, et l'intégration des apprentissages du projet dans la gouvernance nationale et locale One Health. Plus de 40 professionnel·le·s des trois santés (animale, humaine, et environnementale) ont été formés sur les risques liés aux antimicrobiens, aux pesticides et à leur impact sur la santé humaine, animale et environnementale. 1 548 membres (dont 64 % de femmes) ont été formés sur les alternatives agroécologiques et la gestion des déchets.



7. Financer la santé mondiale, c'est permettre une offre de services de santé sexuelle différenciée et adaptée aux besoins des populations clés particulièrement exposées au VIH, IST et hépatites virales

L'[objectif de la démarche communautaire](#) est de favoriser l'accès à la santé, mais également

d'assurer la défense des droits humains et la lutte contre les violences, la stigmatisation et la discrimination en France comme au Cameroun, en Équateur ou au Mali. Pour cela, la démarche cible les facteurs (sociaux, économiques, environnementaux, l'éducation, la famille ou encore le revenu) qui influencent l'état de santé d'une personne, et demande la participation effective des usagers à la conception et la mise en place des actions qui les concernent. Au Mali, la clinique d'ARCAD Santé Plus suit ainsi cette méthode afin de mener des activités de prévention, de soin et de suivi des personnes vivant avec le VIH/sida (près de 24 000 personnes en 2018), de partage de son expertise au Mali et dans d'autres régions et de recherche afin d'améliorer la qualité des services fournis. Ces dispositifs d'offre en santé sexuelle comptent parfois une file active extrêmement importante, comme c'est le cas dans le centre médical communautaire de Quito avec plus de 3800 usagers-es, ou au centre médical Access de Douala avec une file active entre 2000 et 3000 personnes.



8. Financer la santé mondiale, c'est renforcer les ressources humaines en santé, notamment dans les régions les plus isolées, pour un meilleur accès à la prévention et aux soins

Les mortalités maternelle et infantile restent un grand défi à Madagascar et les régions rurales, où se concentrent près de 80 % de la population, et qui sont particulièrement confrontées à un manque d'accès aux soins, notamment en matière de suivi de la grossesse. Dans ces régions, les programmes de Santé Sud visent à renforcer la couverture sanitaire en développant une offre de soins de qualité en matière de droit

et santé sexuelle, reproductive et infantile. Il s'agit actuellement de faciliter l'implantation de 30 sage-femmes en exercice libéral dans des cabinets d'accouchement communautaires, en alliance avec les communautés et en les inscrivant dans la pyramide sanitaire. C'est plus de 100 000 personnes qui bénéficient ainsi d'un meilleur accès aux soins, mais également d'actions de prévention et de promotion de la santé, mises en œuvre grâce à la collaboration entre les sage-femmes et les relais communautaires de leurs territoires d'intervention.



9. Financer la santé mondiale, c'est prévenir les décès liés à la malnutrition et réduire les inégalités de développement entre les femmes et les hommes.

La malnutrition est responsable de la moitié des décès d'enfants de moins de cinq ans dans le monde. À travers l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Initiative Française pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (IFSAN), la France soutient des interventions de dépistage, de prévention et de traitement de la malnutrition, notamment auprès des femmes enceintes, des mères allaitantes, des jeunes femmes et des enfants.



Ces actions sauvent des vies en prévenant les formes les plus graves de malnutrition, comme la dénutrition aiguë sévère, et en réduisant durablement la mortalité infantile. En soutenant des systèmes alimentaires et de santé plus durables, les programmes renforcent la résilience des populations face aux crises (économiques, climatiques, sécuritaires). Ils contribuent également à corriger les inégalités entre les femmes et les hommes, en soutenant l'accès des femmes aux ressources agricoles par exemple. En 2024, plus de 5 millions de personnes étaient soutenues par l'IFSAN dans 40 pays.

Notes de fin

ⁱUNICEF, "Levels & Trends in Child Mortality – Report 2023" (2024) <https://childmortality.org/wp-content/uploads/2024/03/UNIGME-2023-Child-Mortality-Report.pdf>

ⁱⁱONUSIDA, "Fact sheet 2024 – Global HIV Statistics" (2024) https://www.unaids.org/en/resources/documents/2025/UNAIDS_FactSheet

ⁱⁱⁱOMS, "Tracking Universal Health Coverage : 2023 Global monitoring report" (2023) <https://www.who.int/publications/i/item/9789240080379>

^{iv}International Planned Parenthood Federation, "Breaking: IPPF Global Research Exposes Devastating Impact of the Trump Administration – Over Half of Partners and \$85 Million Affected" (2025) <https://www.ippf.org/media-center/breaking-ippf-global-research-exposes-devastating-impact-trump-administration-over>

^vGavi, the Vaccine Alliance, "Facts and figures" (2024) <https://www.gavi.org/programmes-impact/our-impact/facts-and-figures>

^{vi}Banque Mondiale, "Investment Framework for Nutrition 2024" <https://www.worldbank.org/en/topic/nutrition/publication/investment-framework-nutrition>

^{vii}Dobson, Andrew P. et al, "Ecology and economics for pandemic prevention" *Science*, 369, n°6502 (2020): pp 379-381 <https://www.science.org/doi/10.1126/science.abc3189>

^{viii}ONE, "You are helping build a healthier future through immunization" (2024) <https://www.one.org/stories/healthier-future-immunization-gavi/>

^{ix}Cette étude de cas est extraite [du rapport des Amis du Fonds Mondial Europe](#), Les taxes solidaires en pratique : enseignements tirés des taxes françaises sur les billets d'avion et les transactions financières, juin 2025.

COLLECTIF SANTÉ MONDIALE

